



riposs

Intercontinental network for the promotion of the social and solidarity economy
Intercontinental network for the promotion of the social and solidarity economy
Intercontinental Network for the Promotion of Social and Solidarity Economy

www.riposs.org

info@riposs.org

Discours FORAESS – Dakar

Juillet 8, 2026

Sandra Moreno, Secrétaire Exécutive de RIPESS

Plénière: « Alliances internationales et financements innovants : quels partenaires pour une ESS transformatrice en Afrique ? »

Nous sommes arrivés à une étape de changement radical. Les méthodes du XXe siècle — celles qui séparaient les acteurs, centralisaient les décisions, et considéraient les communautés comme de simples bénéficiaires — ne suffisent plus à répondre à la crise climatique, aux inégalités, ni à la perte de confiance envers les institutions.

Ce qui peut fonctionner aujourd'hui, c'est une nouvelle modernité :

- une modernité de l'administration publique, capable de se rapprocher des territoires ;
- une modernité des coalitions, qui associent États, collectivités, finance publique, ESS et communautés ;
- une modernité des instruments financiers, orientés vers le bien-être commun et la prospérité partagée.

Cette modernité demande du courage : le courage d'apprendre de nouvelles choses, de décroiser les mondes — celui des ministères, des villes et régions, des banques de développement, des réseaux citoyens, des entreprises sociales et solidaires — et d'accepter de travailler ensemble, même lorsque nous ne sommes pas d'accord sur tout, parce qu'il y a aujourd'hui quelque chose de plus grand à faire émerger.

Ceci est le premier point important.

RIPESS, c'est le Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire, présent dans plus de 75 pays sur 5 continents, avec des membres dans tous les secteurs de l'économie populaire, sociale, solidaire et communautaire. Son réseau en Afrique, le RAESS, est mentionné dans la [Stratégie décennale de l'ESS pour l'Afrique](#), et la première rencontre de RIPESS s'est tenue ici, à Dakar, en 2002.

Presque vingt-cinq ans après, le RIPESS a évolué. Aujourd'hui, nous dialoguons avec :

- des gouvernements nationaux,
- des agences des Nations Unies,
- des villes et des régions,
- des banques de développement,
- des communautés organisées, des réseaux paysans, des coopératives, des mutuelles,

- des réseaux de la société civile engagés dans la justice sociale et climatique.

Nous construisons des stratégies et des méthodologies d'action qui ne se limitent pas à l'ESS, mais qui visent à faire de l'économie et de la finance sociale et solidaire une **macroéconomie** et une **macrofinance** capables de contribuer à redresser la trajectoire du développement mondial. Ce nouveau RIPESS est institutionnalisé, tout en restant profondément ancré dans les territoires et les communautés. C'est cette double identité — institutionnelle et territoriale — que nous voulons partager ici avec les pays africains qui veulent faire de l'ESS un levier central de transition et de résilience.

Ceci est le deuxième point important.

Je voudrais, à ce stade, transmettre le message du gouvernement colombien, en particulier de Prosperidad Social, qui n'a pas pu être présent physiquement aujourd'hui, mais qui nous a envoyé une contribution politique très claire.

En Colombie, nous avons travaillé ensemble — Prosperidad Social et RIPESS — pour porter le débat sur les **mécanismes financiers territoriaux pour l'ESS**, sur les **économies de dernière mile**, et sur la nécessité de **nouvelles architectures financières avec un fort ancrage territorial**. Ce travail s'est exprimé lors de l'événement parallèle en juillet 2025 dans le cadre de la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, où ces messages ont été portés au cœur de l'agenda des Nations Unies.

Nous avec le gouvernement Colombien nous avons insisté sur un point qui est aussi central pour l'Afrique : l'ESS doit disposer **d'instruments de financement propres et différenciés**. Elle ne peut pas être subsumée dans des politiques qui ciblent uniquement les micro, petites et moyennes entreprises. Les économies de dernière mile montrent que l'ESS répond à des dynamiques économiques, sociales et territoriales spécifiques, qui nécessitent des mécanismes financiers adaptés et une approche différente de la logique traditionnelle d'appui aux entreprises.

FORAESS, aujourd'hui, n'est pas un événement isolé dans notre stratégie. Il s'inscrit dans une **stratégie d'incidence continue** pour nous, que nous construisons depuis Séville, Doha, New York, Santa Marta et maintenant Dakar, pour consolider un véritable **écosystème de financement** qui reconnaisse la particularité de l'ESS et sa contribution à la résilience territoriale et aux transitions justes.

Ceci est le troisième point important.

La preuve la plus forte que le monde a changé, c'est peut-être le cadre **Locally Led Climate Action (LLCA)** du Fonds Vert pour le Climat. Ce cadre affirme que l'efficacité de la finance climat dépend de sa capacité à :

- décentraliser réellement les décisions et les flux financiers vers le niveau local pertinent ;
- garantir la propriété et la mise en œuvre locales ;
- construire des capacités institutionnelles durables pour les acteurs territoriaux.

À travers le programme de **Readiness**, LLCA offre aux pays des ressources sous forme de subventions sur 4 ans pour structurer cette architecture de financement local, renforcer les ministères, les banques territoriales, les collectivités, et préparer des portefeuilles de projets d'adaptation et d'atténuation enracinés dans les territoires — même si les institutions ne sont pas encore accréditées comme entité du GCF.

Sur cette base, nous travaillons avec nos partenaires de FMDV sur des **Plateformes pays pour la localisation du financement** : des cadres de coordination nationaux qui alignent ministères, banques de développement nationales et subnationales, villes et régions, acteurs de l'ESS et partenaires internationaux, afin de canaliser les flux vers le niveau subnational. Ces plateformes sont déjà reconnues par l'Accord de Séville et par le Partenariat de Marrakech comme des innovations pionnières pour la réforme de l'architecture financière internationale.

Le Cameroun en donne un exemple concret : avec le FEICOM comme colonne vertébrale de la plateforme, les associations d'élus locaux dans la gouvernance, plusieurs ministères nationaux et la délégation de l'Union européenne autour d'une même stratégie. Cela montre qu'il est possible, en Afrique, de placer une banque de développement subnationale au cœur de la localisation de la finance climat.

Ceci est le quatrième point important.

À Séville, RIPESS a apporté une proposition complémentaire, directement pertinente pour l'Afrique : la création de **mécanismes financiers intermédiaires démocratiques dédiés à l'ESS**, au niveau des pays.

Nous partons d'un constat simple :

- Les banques de développement ne peuvent pas financer directement des milliers de petites coopératives, mutuelles, tontines, institutions de finance solidaire, à cause des coûts de transaction.
- Pourtant, ces acteurs sont essentiels pour les territoires africains, pour les femmes, pour les chaînes de valeur agricoles, pour la résilience locale.

La solution, ce n'est pas de les remplacer, c'est de créer des **intermédiaires collectivement gouvernés**, ancrés dans les écosystèmes de l'ESS, capables de :

- recevoir des ressources des banques publiques de développement, des fonds climat et de la coopération ;
- les redistribuer vers ces institutions de base — microfinance solidaire, tontines, banques communautaires — selon des règles co-construites avec elles ;
- apporter du capital patient, des prêts en monnaie locale, des garanties, des subventions ciblées, et un accompagnement technique.

Pour les ministres africains et les banques nationales ici présentes, le message est donc clair :

- il existe aujourd'hui des **cadres multilatéraux** (résolutions ONU sur l'ESS, Séville, LLCA) qui légitiment pleinement la création de mécanismes financiers spécifiques pour l'ESS ;
- il existe des **méthodologies opérationnelles** — plateformes pays pour la localisation du financement, mécanismes intermédiaires démocratiques — que nous pouvons adapter ensemble à chaque contexte national
- et il existe une **fenêtre temporelle réelle**, sur les prochaines années, pour agir avec des ressources publiques et climatiques avant que le contexte international ne se referme.

Nous ne vous demandons pas de vous adapter à nous. Nous proposons de vous aider, avec ces outils, à adapter vos architectures financières à la réalité de vos territoires et de vos économies sociales et solidaires, afin que l'Afrique devienne un acteur central de la réforme de la finance du développement.

Je vous remercie.